

L'enseignement sous la coupe des marchés

Nous sommes les témoins d'une mutation historique des systèmes éducatifs : le passage de l'ère de la massification de l'enseignement à l'ère de sa « marchandisation ». Plus exactement, c'est d'une « double marchandisation » qu'il convient de parler : d'une part l'adaptation des contenus, des structures et des pratiques d'enseignement aux attentes des marchés ; d'autre part, la transformation des savoirs et de l'École en nouveau secteur générateur de profits.

Cette marchandisation n'est pas en premier lieu le résultat de choix politiques, mais bien le produit d'une forte convergence d'intérêts économiques.

Premièrement, l'exacerbation des luttes concurrentielles, avivées par la mondialisation, pousse les États à redistribuer la richesse nationale au profit des entreprises et des investisseurs. Les pouvoirs publics s'imposent donc une cure d'austérité dont l'enseignement, l'un des premiers postes de dépenses publiques, est la victime toute désignée depuis une vingtaine d'années. Mais ce « définancement » de l'École publique pousse les parents, en tout cas ceux qui en ont les moyens financiers, dans les bras de ce que la Commission européenne nomme des « offreurs d'éducation plus innovants que les pouvoirs publics » : écoles privées bien sûr, mais aussi et de plus en plus, enseignement à distance et didacticiels.

* Nico Hirtt est l'un des initiateurs du mouvement belge « Appel pour une école démocratique » (Aped).

Il est l'auteur de *L'École sacrifiée* (EPO 1996) et de *Tableau noir* (avec G. de Selys, EPO 1998). Il vient de publier *Les Nouveaux Maîtres de l'école* (EPO & VO-Éditions). La plupart des faits, chiffres et citations du présent article proviennent de ce dernier livre.

N. Hirtt sera présent au congrès de l'ICEM.

Deuxièmement et plus fondamentalement, la dualisation du marché du travail, l'émergence massive d'emplois précaires n'exigeant qu'un faible niveau de formation rend aujourd'hui caduque la politique de massification de l'enseignement qui avait caractérisé les années 50 à 80. Si la « nouvelle économie » réclame une formation de très haut niveau pour une poignée de cadres, d'ingénieurs et un certain nombre de techniciens spécialisés, elle se satisfait, pour une grande masse de travailleurs, de l'acquisition des quelques compétences de base qui assureront leur adaptabilité à un environnement industriel et technologique en mutation permanente. A quoi bon en effet leur inculquer des connaissances inemployables, car improductives ou trop rapidement obsolètes ? L'École doit « accorder la priorité au développement des compétences professionnelles et sociales pour une meilleure adaptation des travailleurs aux évolutions du marché du travail » (Conseil d'Amsterdam 1997).

Troisièmement, le système d'enseignement doit lui-même devenir davantage flexible. Cela va de l'autonomie jusqu'à la privatisation pure et simple, en passant par le développement de partenariats avec les entreprises. Cette dérégulation est, là encore, exigée par les milieux économiques parce qu'elle promet une meilleure adéquation de l'enseignement à leurs attentes. En remplaçant l'École publique, dirigée et gérée par l'État, par des réseaux d'établissements autonomes en situation de forte concurrence mutuelle, on augmente la capacité d'adaptation de l'enseignement aux attentes des marchés. On soumet également les écoles à la pression de ces marchés, relayée par des parents désireux de maximiser les chances de leurs enfants dans la compétition à l'emploi.

Quatrièmement, l'enseignement représente un marché potentiel de plus de 1.000 milliards de dollars, soit davantage que le marché mondial de l'automobile.

Publicité à l'école, privatisation de l'administration scolaire, équipement informatique : l'éducation représente, d'ores et déjà, un formidable marché. Elle peut aussi servir à stimuler indirectement certains marchés, comme celui des technologies de l'information et des communications. Dans le rapport européen « Apprendre dans la société de l'information » on nous explique que, si l'École doit absolument se mettre au multimédia et aux didacticiels, c'est pour « atteindre plus rapidement un nombre suffisant d'utilisateurs [...] et amorcer la constitution d'un véritable marché européen » des TIC.

Ce qui est neuf, c'est l'émergence d'une véritable industrie mondiale de l'éducation. Les « cyber-campus » concurrencent déjà les universités traditionnelles. Aux États-Unis, chaque nouvel acte de violence dans une école publique vient gonfler le chiffre des inscriptions au « home schooling ». Ils sont 1,5 million d'enfants, aujourd'hui, à ne plus aller à l'école. Pour beaucoup d'entre eux, les « serveurs de formation » privés sur Internet ont déjà remplacé le maître.

Et si les marchés ne s'ouvrent pas assez rapidement, les lobbys se mettent au travail. Le groupe de pression GATE (Global Alliance for Transnational Education) réunit chaque année des responsables d'organisations patronales et transnationales (OCDE, OMC, Unesco, Banque mondiale...) afin d'examiner comment éliminer les barrières au commerce international de l'enseignement.

Tout cela signifie-t-il, à terme, la mort de l'École publique ? Pas tout à fait. Comme le fait remarquer l'OCDE avec une rare lucidité ou le comble du cynisme (?) les pouvoirs publics n'auront plus qu'à « assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société en général s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer de progresser ».

Nico Hirtt